OGM : fin de partie

Quelques ennemis du meilleur des mondes

OGM :
fin de partie

Des OGM pour tous

La loi votée par le Parlement européen en juillet 2003 et entrée en application le 7 novembre de la même année est le produit de cette agitation citoyenniste. Elle impose l'étiquetage obligatoire, et présente au consommateur l'illusion d'un choix entre deux filières – avec ou sans OGM. «*Illusion*», car jusqu'ici, personne, ni ministre, ni scientifique, ni firme, n'a réussi à énoncer les conditions dans lesquelles les OGM végétaux ne contamineraient pas les plantes d'une même famille sur un même territoire.

Cette loi, donc, condition *sine qua non* de la levée du moratoire sur les OGM en Europe et de ce fait préalable nécessaire à la dissémination des OGM partout dans l'Union européenne, a été rédigée par le groupe européen des Verts et applaudie par la plupart des écologistes. *«C'est un bon résultat»*, a résumé le Vert belge, Paul Lannoye, *«cette législation est la plus ambitieuse du monde*[1]». De son côté, Danielle Auroi, autre lumière Verte, a déclaré que, *«pour conserver des filières sans OGM»*, il fallait que *«la responsabilité des industriels OGM* [soit] *clairement établie, le pollueur devant être le payeur»*. Laissons tout contaminer, à condition que les fautifs soient tenus pour responsables *financièrement.* C'est la légitimation bien moderne du droit de polluer.

1. *Reuter Édition*, 2 juillet 2003.

On voit à quel point les écologistes sont donc bel et bien, eux aussi, des agents de la dissémination des OGM. Il n'y a rien là que de très logique. Les catastrophes industrielles sont nécessaires à leur existence et au maintien de la petite place que leur concède l'État dans la gestion des avancées techno-

marchandes. Tout le monde trouve ainsi son intérêt dans l'histoire : la présence des OGM garantit la persistance des « *peurs écologiques* » des électeurs et, par là, quelques élus pour les Verts, tandis qu'un nombre considérable de fonctionnaires européens et de leurs acolytes ONGistes peuvent gérer la traçabilité des marchandises – et assurer la dilution des responsabilités après chaque avancée du désastre.

Aussi, pour que les associations de consommateurs aient quelque raison d'exister, il faut que « *le mangeur juge* » comme l'avait titré pour l'occasion *Libération*[2]. Selon Hiltrud Breyer – encore une députée européenne Verte pleine de bon sens –, la nouvelle loi serait justement une *« victoire stratégique du lobby des citoyens-mangeurs »* puisque « *le moratoire politique sera remplacé par une sorte de moratoire économique, dans la pratique, ce sont les consommateurs globalement opposés aux OGM qui vont pouvoir choisir en fonction des étiquettes*[3] ».

Mais derrière ces niaiseries écologistes perce une coïncidence troublante. C'est au moment précis où l'indignation citoyenne contre les OGM se trouve validée par *son inscription dans la loi* que la partie est perdue. Le président de Monsanto ne s'en cache pas : *« …L'Union européenne a désormais défini un processus réglementaire d'homologation des OGM et émis des recommandations sur leur étiquetage et leur traçabilité… c'est plus d'avancée que je n'en ai vu ces cinq dernières années.*[4] »

Voilà donc une loi concoctée par les Verts, louée par le président de Monsanto, qui propose aux citoyens-mangeurs le choix d'une double filière : ils voteront avec leur portefeuille pour ou contre les OGM. Sauf que les OGM seront partout, y compris là où on leur dit qu'il n'y en a pas. Qu'on juge de l'exemple brésilien.

2. Editorial de Gérard Dupuy dans *Libération* du 3 juillet 2003.

3. Gérard Onesta, OGM, le dossier, *Carré d'Europe* n° 16, septembre 2003.

4. *Les Échos*, 22 mars 2004 : « Le PDG de Monsanto croit en l'avenir des OGM en Europe ».

Jusqu'ici principal producteur de soja non-OGM, le Brésil avait toujours interdit la culture et l'importation du soja transgénique. Mis devant le fait accompli, le gouvernement a été forcé d'en légaliser la culture : 10 à 30 % de sa production interne était déjà transgénique suite à la plantation clandestine de graines transgéniques importées de pays limitrophes. Sans parler de la contamination «naturelle» que cette situation implique forcément. La décision «forcée» d'autoriser le soja OGM a été imposée par une social-démocratie présidée par Lula, altermondialiste, ancien trotskiste et ami de Bové. Elle avait été précédée d'une commande du ministre de l'Environnement à la compagnie Monsanto d'«*une étude sur l'impact des OGM dans le contexte agronomique brésilien...*»! Cet exemple montre bien le petit jeu imbriqué que jouent les marchands de chimères transgéniques et les altermondialistes. Il prouve aussi que la double filière et l'étiquetage (imposé également au Brésil, d'après le modèle européen) sont des pièges à cons – puisque aucune filière sans OGM ne peut exister sans falsification. Ils sont bien plutôt la manœuvre légale pour imposer la généralisation des OGM.

Les efforts altermondialistes pour prétendre « *encadrer le développement »* des OGM normalisent de fait leur prolifération. Les OGM sont partout, cultivés par 6 millions d'agriculteurs sur plus de 68 millions d'hectares dans le monde! Y compris en Europe, terre de résistance, se gargarise-t-on, où chaque année et pendant le fameux moratoire, sous le contrôle bienveillant de l'Union européenne, des millions de tonnes de soja transgénique ont été importées des États-Unis et d'Argentine pour nourrir le bétail; et où, notamment

en Espagne, sont cultivés tranquillement 32 000 hectares de maïs génétiquement modifié.

Pour compléter ce joyeux tableau de la dissémination des OGM dans le monde, il faut savoir que les États-Unis refusent désormais l'aide alimentaire à tout pays qui n'accepterait pas le principe que cette aide soit composée d'aliments transgéniques.

On voit bien que la transgénèse sera imposée au monde au même titre que le «terrorisme» et sa mise en scène[5], «la libre entreprise» ou encore «la tolérance religieuse et les élections» – kit «export» de ce qu'il convient d'appeler aujourd'hui la démocratie.

Il faut être Hervé Kempf, spécialiste de ces questions au journal *Le Monde*, pour imaginer que, dans ces conditions, la lutte contre les OGM est gagnée[6] ! Elle ne pourra être gagnée, ni en Europe ni ailleurs.

Les chercheurs la ramènent

Dans un très instructif recueil qui a circulé en 2002 (*Textes et documents choisis pour instruire le public et ceux qui font métier de l'informer sur la deuxième campagne contre le génie génétique*[7], août 1999-avril 2002), on peut mesurer – déjà – les *chocs* qu'ont produits, dans tout le milieu de la recherche, le saccage revendiqué de plants de riz transgéniques dans une serre d'État du Cirad (Centre international de recherche en agronomie pour le développement) à Montpellier en juin 1999 et celui, clandestin, d'une serre de l'Inra (Institut national pour la recherche agronomique), à Toulouse en juin 2000[8].

5. *«Elle était, par certains côtés, beaucoup plus fine que Winston et beaucoup moins perméable à la propagande du Parti. Il arriva une fois à Winston de parler, à propos d'autre chose, de la guerre contre l'Eurasia. Elle le surprit en disant avec désinvolture qu'à son avis il n'y avait pas de guerre. Les bombes fusées qui tombaient chaque jour sur Londres étaient probablement lancées par le gouvernement de l'Océania lui-même, "juste pour maintenir les gens dans la peur". C'était une idée qui, littéralement, n'était jamais venue à Winston.»* George Orwell, *1984*.

6. *«Moins de vingt ans après leurs ambitieuses conceptions, les OGM se trouvent majoritairement rejetés en tant que projet global de transformation du monde, cantonnés, suspectés – et la rébellion est inscrite dans un acte politique majeur par lequel la communauté internationale, à l'exception des États-Unis, déclare* placer les OGM sous surveillance stricte*»* (Hervé Kempf, *la Guerre secrète des OGM*, Seuil, 2003, p. 229, c'est nous qui soulignons) Quelle sorte de victoire !

7. Dossier diffusé à la conférence de presse de l'appel du procès, concernant la destruction de riz OGM au Cirad de Montpellier.

8. Suite à ce dernier sabotage, Bertrand Hervieu, président de l'Inra, a déclaré : «*Je nourris une forte inquiétude. S'il s'agit de chercheurs "scientifiques", nous avons chez nous des gens qui ont des interrogations fortes non exprimées publiquement. En clair il faut poursuivre le débat*

L'histoire du Cirad en particulier avait connu un certain retentissement, puisqu'elle avait débouché sur les procès de José Bové et de René Riesel, à l'issue desquels quelques centaines de chercheurs avaient « signé » une lettre ouverte au président de la République pour demander la grâce du porte-parole du syndicalisme agricole écologiste, condamné à plusieurs mois de prison[9]. Intitulée *Ouvrons la recherche !*, cette lettre salue en Bové le « *lanceur d'alerte* » qui dénonce des « *dangers* – comme la contamination – *jusque-là insoupçonnés*[10] » *(sic)*.

Mais, face à la recrudescence inattendue des destructions de champs d'expérimentation transgénique de l'été 2003[11] (plus de 25 en France, la plupart clandestines et pour certaines non revendiquées, loin de l'encadrement syndical et de ses simulacres), des généticiens et autres chercheurs, apparemment d'une toute autre opinion, rendirent public un manifeste intitulé *Défendons la recherche !*[12] En à peine une quinzaine de jours, quelques milliers de chercheurs furent enrégimentés par un lobby des grandes firmes du secteur – l'association France Biotech – et amenés à « signer par Internet » cette pétition virtuelle, qui sommait surtout le gouvernement de prendre des mesures sévères contre les destructeurs d'essais en plein champ.

L'une des destructions du mois d'août 2003[13] avait, en particulier, déclenché cette indignation. La destruction du champ d'OGM « thérapeutiques » destinés à produire de la lipase gastrique (médicament employé dans un traitement palliatif des malades atteints de la mucoviscidose) touchait en effet un point central de la propagande du complexe génético-industriel[14], qui est

en interne », cf. *Textes et documents*..., op. cit., p. 5.

9. Signalons que René Riesel a été condamné pour les mêmes raisons à la même peine. Mais il a refusé le jeu d'un affrontement factice et médiatique avec l'État (voir en annexe 1 le tract : *Feu vert pour les OGM, prison pour René Riesel*).

10. Une lettre ouverte au président de la République des personnels de la recherche et de l'enseignement supérieur de Montpellier, diffusée le 7 juillet 2003, à l'initiative de Pierre Campagne-Simon, professeur retraité, agronome ; Jean-Jacques Drevon, Inra, directeur de recherche ; Michel Dulcire, Cirad, chercheur ; Michel Meuret, Inra SAD Avignon, chargé de recherche ; Pierre-Louis Osty, Inra Toulouse, directeur de recherche ; Christian Prat, IRD, chargé de recherche, et signée par 800 chercheurs.

11. Ce texte a été terminé en août 2004. Au cours de l'été 2004, comme l'année précédente, il y a eu un certain nombre de destructions clandestines – sans compter les habituelles mises en scène des Verts (n'étant plus au gouvernement, ils font de la surenchère) en présence des gendarmes. (Voir annexe 2) Ces évènements n'ont rien apporté de neuf au bilan que nous tirons ici.

12. Défendons la recherche ! : « La recherche

d'imposer partout son point de vue réductionniste au détriment de toute autre approche[15].

Il s'agissait pour la firme de chercher par l'expérimentation en plein champ *à abaisser les coûts de fabrication* de ce médicament déjà existant et réalisé jusque-là en milieu confiné. La diminution des coûts justifiait la production de l'enzyme recherché d'une manière totalement aléatoire et dangereuse.

Après la destruction de l'essai thérapeutique mené par la société Meristem Therapeutics en 2003 l'industriel et l'État réagissent

Bernard Mérot, président-fondateur de Meristem Therapeutics (filiale du semencier Limagrain), déclarait : « *Nous ne sommes plus dans un débat sur les risques des OGM, puisque le Parlement européen lui-même a donné son accord pour l'utilisation alimentaire des Organismes génétiquement modifiés. Nous avons glissé vers un activisme d'extrémistes qui utilisent le terrorisme antirecherche et antimodernité pour exister. C'est donc devenu un problème de sûreté nationale pour permettre qu'on entreprenne, et que l'on réalise de la recherche dans notre pays. Ce n'est pas politiquement responsable que de laisser quelques extrémistes dicter notre avenir dans ce domaine. C'est pourtant ce qui se passe en ce moment.* » (*Le Progrès*, 20 août 2003)

Et Pierre Mongin, préfet de la région Auvergne où a eu lieu la destruction, de dénoncer la lâcheté de cet acte « *non revendiqué à ce jour* » et d'apporter le soutien de l'État. « *Les cultures fauchées de façon volontaire et violente, malmènent le droit de propriété, et créent un climat d'insécurité pour impressionner les chercheurs, les agriculteurs et la population. C'est du terrorisme. Aussi a-t-on mobilisé la police, la gendarmerie et tous les moyens mis à la disposition de la police.* » (*Le Progrès*, 4 septembre 2003)

et l'innovation sont les atouts de notre compétitivité. Ne laissons pas saccager les travaux des chercheurs français ! » ; initiateurs : Alain-Michel Boudet professeur, université Paul-Sabatier, Toulouse, Michel Delseny, directeur de recherche, CNRS, Perpignan, André Gallais, professeur, Inra Paris, Emmanuel Guiderdoni, directeur de recherche au Cirad, Louis-Marie Houdebine, directeur de recherche, Inra Jouy-en-Josas, Jean-Jacques Leguay, directeur de recherche, Aix-en- Provence, Georges Pelletier, directeur de recherche, Inra Versailles, Alain Toppan, coordonnateur de recherche, Biogemma Mondonville ; pétition diffusée le 03/09/2003, avec 1800 signataires.

13. Pour la deuxième fois depuis 2001 : cf. *Textes et documents*..., op. cit., pp. 16-17.

14. Les États-Unis, qui organisent l'occultation des risques liés aux OGM, s'inquiètent pourtant des problèmes spécifiques posés par ces plantes à finalité thérapeutique et réglementent fortement les essais, surtout depuis l'affaire ProdiGène : en 2002 du maïs transgénique cultivé pour produire un vaccin porcin avait contaminé, par ses repousses, du soja destiné à l'alimentation humaine (500 000 tonnes de soja, pour une valeur de 2,7 millions de dollars, avaient été détruites).

15. Dans le texte *Aux larmes*

Or on retrouve derrière *Défendons la Recherche!* quelques pontes des institutions scientifiques, comme le paléontologue Yves Coppens – conseiller scientifique pour la série télé *L'Odyssée de l'espèce*, fable sociobiologique – ou le physicien Pierre-Gilles de Gennes, inventeur de la physique «de proximité». Bien sûr, ce petit lobby hâtivement monté obtint sans difficulté un rendez-vous avec le Gouvernement, qui s'est alors déclaré prêt à défendre «*leur liberté*» de chercheurs : *«L'intervention des forces de l'ordre n'est pas exclue, au moins temporairement, en mettant en place par exemple des patrouilles de surveillance autour des champs sensibles.»*[16]

citoyens!, publié en janvier 2003, nous avons décrit les logiques à l'œuvre autour de la mise en scène de ces maladies dans le cadre du Téléthon.

16. Propos de Claudie Haigneré, ministre déléguée à la Recherche, *le Figaro*, 25-26 octobre 2003.

Il est intéressant de noter que, malgré leurs divergences apparentes, *Ouvrons la Recherche!* et *Défendons la Recherche!* partagent en fait un souci commun : réaffirmer le cadre nécessaire à *«tout débat serein»* sur les OGM. Les uns dénoncent *«ces saccages répétés – sans précédent dans le monde»(sic)* – qui *«portent préjudice aux activités de recherche et de développement en biologie végétale»* et donc à *«la compétitivité scientifique et économique»* de la nation. Les autres remercient nos citoyens écologistes d'avoir signalé par leurs actions les problèmes de «*dissémination d'OGM dans les milieux qu'elles vont immanquablement contaminer»,* et surtout d'avoir épargné l'essentiel – leur existence et leurs légitimité – en réaffirmant avec soulagement que *«ce n'est pas la recherche fondamentale qui est en cause.»* Ouf!

Les mœurs se dégradent, le sens des mots y participe

Les deux pétitions emploient le même vocabulaire emprunté à la rhétorique progressiste, les mêmes litanies qui de nos jours constituent le discours de tout pouvoir, dont l'objet est d'exprimer le désir morbide que *tout* continue : *« développement durable »*, *« principe de précaution »*, *« développement d'un progrès maîtrisé et partagé »*, etc.

Sur le terrain du langage, un affrontement doit donc aussi avoir lieu.

De nos jours, la fabrication du consensus est un élément vital pour l'existence et la perpétuation du pouvoir : l'usage des mots ne trompe pas, que ce soit pour faire accepter les OGM, mettre au travail ou contrôler des chômeurs, ou encore pour déclencher une guerre. Ainsi, l'apparition d'un néo-langage citoyenniste chez les chercheurs témoigne de leur volonté de dissiper toute velléité de formulation autonome d'une critique des OGM, et bien sûr de l'impasse politique dans laquelle se trouve aujourd'hui la science d'État.

Tous les efforts de propagande des chercheurs et de leurs patrons ont pour but de nous faire admettre que la question des OGM ne pourra se résoudre que sur les paillasses des laboratoires. C'est une erreur de « programmation » si d'autres ont pu en juger autrement et *conclure* en se manifestant par des actes « violents », « terroristes », « obscurantistes », etc.

Pourtant, c'est bien contre l'ensemble du fonctionnement social devenu *laboratoire-monde* que s'est constituée la véritable opposition aux OGM. Les experts le subodorent, quand ils écrivent : *« La société n'accepte pas d'être vécue comme un laboratoire.* »[17]

Toute tentative pour confiner dans les laboratoires les questions posées par les destructions, de les traiter dans le langage des experts, est un moyen pour cette recherche mercenaire de reprendre la seule initiative qu'elle pouvait craindre de perdre : celle de contribuer toujours plus au progrès, dynamisme mortifère de la société techno-marchande. Il s'agit de récupérer la critique en actes entrevue ici ou là pour moderniser le discours de l'acceptation : on parle de développement *durable* quand on ne parle pas encore de décroissance *soutenable.* Bref, les affaires doivent reprendre.

17. Rapport à la suite du débat sur les OGM et les essais au champ dit « des quatre sages », Babusiaux, Le Deaut, Sicard, Testart.

La mise en scène autour des interrogations de la recherche prend tout son sens et toute sa mesure quand elle rencontre un franc succès auprès du mouvement citoyenniste ; quand elle répond à l'intarissable soif d'expertise et d'éthique de ce conglomérat d'associations et d'organisations *néo*-gouvernementales (ONG) très officiellement chargé de *« refuser les OGM ».* Dans son projet de *« vigilance citoyenne »* envers l'activité technoscientifique, le militant citoyen s'incline en fait devant l'autorité d'experts ou de contre-experts qui, en dernier recours, lui désigneront les « bons » et les « mauvais » OGM. Par sa contestation *empruntée* et *déléguée*, il assume en fait son destin de dépossédé, en laissant toujours aux experts de la vie quotidienne le soin de lui expliquer comment manger, boire et penser en toute sécurité dans une société jamais assez surveillée. Son rêve d'un « monde meilleur » vire au

cauchemar du meilleur des mondes car il n'a de cesse de reproduire, moderniser et faire proliférer les médiations bureaucratiques du pouvoir. Il n'est pas question, ici, de discuter d'un quelconque refus des OGM mais, au contraire, des moyens du renforcement des essais *« sous contrôle de l'autorité de l'État »*. Certains chercheurs (les plus gauchistes) préfèrent dire la même chose autrement, en s'inquiétant de « *l'utilisation qui risque d'être faite des résultats de* [leurs] *propres recherches, si la société et les pouvoirs politiques, ensemble, ne définissent pas les moyens d'en garder le contrôle.* » Mais, on l'a compris, il s'agit surtout de sauver sa place, d'assurer ses arrières et de diluer les responsabilités au moindre incident.

Et pourtant, en France, il faudrait encore croire au petit jeu du *« débat public sur les OGM »*. Quand cette société impose *démocratiquement* au *citoyen* de s'associer aux décisions déjà prises, c'est précisément au moment où il obéit qu'il abandonne toute possibilité d'intervenir en quoi que ce soit sur le cours des choses. C'est pourquoi la mise en scène, depuis quelques années, de l'affrontement autour des OGM est restée la manœuvre politique la plus efficace pour contenir tout débordement hors du cadre administratif et éthique.

Ce ne sont pas les acteurs d'une telle mise en scène qui manquent.

Après « Ouvrons la recherche ! » et « Défendons la recherche ! », *the show must go on* : « Sauvons la recherche ! »

Le point culminant de la mise en scène et de la confusion aura été atteint avec la dernière pétition des chercheurs, *Sauvons la recherche !*, à l'automne 2003. Plus de la moitié de la profession, 76 000 chercheurs ou assimilés, du cacique[18] à l'étudiant aux dents plus ou moins longues, tous ont poussé le sempiternel cri d'alarme : *L'Europe de la recherche est en train d'être distancée par l'exemplaire recherche américaine !* Oubliant les conséquences mortifères de leurs activités et la dépendance du chercheur par rapport aux bailleurs de fonds et à un système de pensée réductionniste, c'est l'ensemble d'une caste, soutenue par une majorité de thésards et de laborantins prolétarisés, qui a demandé à l'État les moyens *financiers* de continuer à sévir. Après avoir étouffé les velléités de ceux qui, peu nombreux dans leurs rangs, auraient pu vouloir discuter du sens et des finalités de leur activité, ils ont fait grand étalage de leur arrogante irresponsabilité. Leur ralliement à la proposition des présidents de l'Académie des sciences et de l'Académie de médecine de tenir des *« États généraux de la recherche »* le prouve. Rappelons que ces deux institutions sont, en fait, des agences gouvernementales, créées pour justifier l'activité industrielle et ses conséquences mortifères. Ainsi, l'Académie de médecine, qui s'était déjà distinguée, entre autres, en publiant des rapports négationnistes sur les conséquences de Tchernobyl et sur celles de la diffusion de l'amiante dans l'environnement (1996), a, dans un rapport intitulé *« OGM et Santé »*, logiquement conclu à

18. Ponte en français, mandarin en chinois.

l'innocuité des OGM. Très soucieux de business, cet aréopage d'étranges médecins s'est en revanche alarmé de ce que « *l'exigence de l'étiquetage total et de la traçabilité peut très bien se traduire par des conséquences commerciales désastreuses* »[19].

19. *OGM et Santé*, rapport de l'Académie de médecine, 26 novembre 2002. Voir pour une analyse critique *À propos de quelques chimères*, 30 janvier 2003, Pierre Gérard, 6, cours Jean-Jaurès, 38000 Grenoble.

Quant au gouvernement, il a bien rapidement battu en retraite devant l'agitation de ces blouses blanches de si bonne composition dans les conseils d'administration des entreprises nationales de gadgétisation du vivant. Emballement libéral devant les ronflements un peu trop sonores de spécialistes fumeux dans leurs bureaux concédés à vie ? Ou réhabilitation paradoxale de la figure bien ternie du *« savant »* à la faveur d'un bonneteau médiatique ? Le léger trouble qui s'était manifesté dans le milieu scientifique au moment des destructions d'OGM a pu se dissiper : l'ordre règne de l'éprouvette au champ de bataille.

Les pétitions de chercheurs, loin d'être rejetées comme de la vulgaire propagande, se voient applaudies. Elles collaborent à la création d'un « jardin d'acclimatation » où l'on prépare des têtes citoyennes gavées par l'injonction participationniste à accepter ce qu'elles ont fait mine de refuser. Elles participent d'un *projet pédagogique* où l'on apprend à *s'adapter* sans fin à ce qui a été décidé ailleurs. Mais jamais sans risques.

L’opposition au monde des OGM et le cancer citoyenniste

Rappelons à ceux qui voudraient l’oublier que la campagne contre les OGM, chaque fois qu’elle s’est émancipée du carcan syndical et citoyenniste, a notamment pris pour cible la fonction même du chercheur dans cette société. Ainsi, dans un texte trouvé dans une serre saccagée de l’Inra à Toulouse, le 26 juin 2000, et signé « *Chercheurs dans la nuit* », on pouvait lire une description de l’aliénation si caractéristique du milieu scientifique : « *(…) le chercheur, même dans la fosse à purin, refuse de se fier à ses sens : il ne juge de rien, il pense que tout ce qui est possible doit être fait et il abandonne à ses bailleurs de fonds la responsabilité d’une activité qui l’engage au premier chef. Élevé à l’école du mépris et de la concurrence féroce avec ces pairs, il ne songera bientôt plus qu’à trouver des financements privés ; il est happé par la course aux publications ; parfois, il n’hésite même pas à truquer ses résultats pour faire des annonces aussi médiatiquement fracassantes que visiblement inconsistantes ; et quand il se sent citoyen, certains dimanches, il n’hésite pas à pétitionner contre ce qu’il fait le reste de la semaine.* »
« *Qui les chercheurs s’imaginent-ils encore pouvoir tromper ?*[20] »

20. cf. *Textes et documents*…, op. cit., Scrupulum, p. 4.

Rien ne peut plus cacher l’évidence de l’absence d’un mouvement porteur d’un refus des OGM. Seuls quelques passagers devenus clandestins refusent les conditions épuisantes imposées par notre société dans sa marche forcée vers le néant. Ceux-là n’ont pas d’existence *télévisuelle.* On aurait en effet tendance à oublier que la campagne de sabotages d’OGM en

France a réellement commencé avec la destruction des stocks de semence transgénique dans une usine de Novartis à Nérac en 1998[21], et n'a pas toujours eu ce goût citoyen de l'acceptation. Tout ne paraissait pas forcément joué d'avance. Surtout pas quant au sens à donner aux OGM et à leur monde. Parler une fois de plus de *récupération* semble, hélas, garder tout son sens. Et ce n'est pas sans colère que nous évoquons tout cela ! La *médiatisation* de ce conflit a fait disparaître l'objet et le *sens de la critique* derrière un bougonnement acceptable contre la malbouffe et le malaise des milieux bios. Et, surtout, la volonté générale – des chercheurs aux arracheurs du dimanche relayés par les ministres – de redorer la mortifère recherche d'État a enterré la possibilité de remettre en question son rôle dans la reproduction et le renouvellement de l'économie. C'est bien quand cette lutte a donné des gages de « réalisme » qu'elle a capitulé. Si l'altermondialisme s'est servi de la lutte contre les OGM comme rampe de lancement, il aura fallu payer un prix élevé : *celui d'arrêter de les combattre.*

21. Le premier fauchage, en 1997, d'un champ de colza transgénique à Saint-Georges-d'Espéranche (Isère) annonçait toutefois ce goût citoyen de l'acceptation que l'on a pu voir se développer par la suite.

La suite n'a rien d'exceptionnel, tout le monde la comprend intuitivement : la visibilité médiatique de « *ce mouvement social* » est proportionnelle à son éloignement de la réalité. *« Le mouvement est là où je suis »* dit, à la télévision, un des représentants autoproclamés de cet introuvable mouvement. Cette sorte d'opposition trouve ainsi naturellement son terrain de jeu dans l'image et sa contemplation infinie. Sa seule réalité, quand elle agit, est de se positionner contre les quelques initiatives *hors scène* : c'est l'envers de la passivité moderne, la manière dont elle s'exprime, sa seule politique.

Par cette confusion intéressée, les actions bien réelles de sabotages sont vidées de leur contenu subversif : les OGM sont présentés comme « *une erreur ou une impasse du développement*[22] », c'est-à-dire une option scandaleusement *inutile* et pas assez rentable du capitalisme « mondialisé ». L'ingénierie génétique passe donc, ici, pour un gadget dont cette merveilleuse société pourrait *éthiquement* et *économiquement* se passer sans que cela nuise à son fonctionnement. Selon le discours altermondialiste, la domination ne tirerait sa force que de la seule logique de profit et de circuits financiers parasitaires. Avec cette pensée à l'envers, les OGM ne seraient plus le produit de ce monde. En fait, les OGM actualisent, au contraire, le vieux projet de domination de la nature et des hommes et finissent par s'inscrire dans le contrôle totalitaire de tout ce qui vit, se révolte, ne travaille pas, ne se vend pas ou ne s'amuse pas assez, bref, dans la normalité de la vie quotidienne. Il s'agit de faire *désirer* des OGM (les « bons », bien sûr) comme on a su faire désirer tout le reste : comme avec le nucléaire, en créant les conditions qui rendent impossible tout retour en arrière. Les moratoires sont une arme défensive du pouvoir afin de désamorcer toute contestation des avancées de l'ordre industriel et marchand (déchets nucléaires, banques d'embryons, clonage). Eh oui ! On crée puis on lève les moratoires, on met en place des commissions, on fait débattre, on « éthiquette » pour faire choisir la couleur du collier…

22. Voir édito *Inf'Ogm*, octobre 2003.

On voit ainsi des écologistes affecter de critiquer la production industrielle et travailler en fait au recyclage sans fin de ses déchets. On voit des « producteurs bio » produire *industriellement* leurs produits bio. On

voit les uns et les autres glisser d'un refus des OGM à une demande de contrôle supplémentaire.

Dans cette critique routinière, sorte d'indulgence par rapport à ce que l'on prétend combattre, l'objectif affiché, en l'occurrence arrêter les OGM, se perd. C'est l'essentiel qui est écarté, c'est-à-dire la possibilité de se réapproprier son monde et de commencer à l'habiter.

Pire, le citoyennisme veut dessiner les contours d'une morale de la « responsabilité ». Le « citoyen » est tenu de se sentir désormais responsable de ce qu'on lui impose en permanence, du contenu des éprouvettes aux déchets, en passant par les guerres. Mais ne l'est-il pas, responsable, en substance sinon en esprit, *tant qu'il ne cesse pas de jouer le jeu* ?

Le recours au kit citoyenniste pour encourager une soi-disant « démocratie participative » a été utilisé lors des conférences de consensus en 1999 autour des OGM. Il est de plus en plus sollicité aujourd'hui et tend à devenir le mode privilégié d'appartenance à nos sociétés (après la mutation progressive du sentiment et du mode d'appartenance à l'État-nation). Car, dans un monde où l'on a si peur de tout, on est prêt à payer le maximum pour se sentir protégé des ravages de l'industrialisation et des règlements de comptes internationaux. Un tel programme de surveillance et de « responsabilisation » généralisé a tout pour réussir.

Ce projet de mise sous contrôle « démocratique » de la décomposition des « écosystèmes » trouve un écho, voire un dépassement, dans les formes les plus modernes du contrôle social et policier.

En octobre 2000, ce sont bel et bien la Confédération paysanne et Attac qui ont inauguré

démocratiquement les usages citoyens du contrôle d'ADN en France. Suite à la destruction clandestine d'un champ d'OGM en Bretagne, des policiers découvrent des traces de sang provenant d'un des saboteurs et dont les premières analyses indiquent qu'il s'agissait d'une femme. Le porte-parole de la Confédération paysanne du Maine-et-Loire, désireux de se démarquer d'arracheurs indésirables dans son plan média, s'est alors empressé de déclarer : *« J'espère que la gendarmerie va pouvoir identifier rapidement les auteurs. »* Relayant la ligne générale du syndicat qui énonçait déjà : *« Cette destruction non revendiquée gêne d'ailleurs notre démarche qui vise essentiellement à établir la transparence et à modifier la réglementation »* (*in Textes et Documents*, op. cit., p. 9). Les bureaucrates fraîchement « antimondialistes » avaient lancé un appel incantatoire à leurs militants pour participer à ce fichage.

Comment de tels contestataires pourraient-ils trouver une quelconque raison de critiquer plus avant d'autres aspects des prétentions totalitaires de la génétique ? Que disent-ils aujourd'hui des premiers « tests » effectués dans quelques prisons l'automne dernier ? Et qu'ont-ils à dire des prisonniers qui, après avoir dignement refusé de se soumettre à ces examens, ont été condamnés à des peines de prison ferme ?

23. *L'Envolée*, 63, rue de St-Mandé, 93100 Montreuil.

« *Le fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) a été créé par la loi du 19 juin 1998 relative à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ; dame Guigou avait ainsi mis en place le fichier le plus perfectionné qui soit ; comme d'habitude, il fallait d'abord installer et diffuser ce nouvel outil policier dans un cadre relativement restreint, puis, ensuite, une fois l'idée d'un tel fichage banalisée, l'étendre à des proportions de plus en plus importantes de la population jusqu'à, si aucune réaction ne vient stopper le processus, un fichage de la totalité des nouveaux-nés.*[23] »

Fin octobre 2003, la police scientifique a recueilli l'ADN de 1300 détenus pour alimenter le fichier national des empreintes génétiques dans les centres de détention de Loos-lès-Lille (Nord), Bordeaux-Gradignan (Gironde), Neuvic (Dordogne) et Muret (Haute-Garonne). « *Il s'agit d'un test qui doit permettre d'étudier dans quelles conditions ce dispositif peut être généralisé afin d'accélérer la mise à jour du fichier* », a-t-on déclaré au ministère de la justice.

Avec l'extension de ce fichier en novembre 2001 « *aux actes de terrorisme, de barbarie* » dans le cadre des lois sur la sécurité quotidienne (Daniel Vaillant, PS) et les lois sur la sécurité intérieure de Sarkozy (UMP), le 18 mars 2003, qui élargissent encore le recueil des empreintes aux « *suspects de certaines infractions* », 400 000 personnes aujourd'hui sont déjà fichées. Cela concerne tout le monde.

La France rejoindra bientôt l'Angleterre, modèle en la matière avec ces 3 millions de fichés officiellement et une population déjà indirectement fichée dans sa quasi-totalité : alors qu'il n'était pas encore répertorié génétiquement, un jeune homme a été identifié à partir d'un brin d'ADN laissé sur une brique lancée sur un pare-brise. La police scientifique a en fait testé ce qu'ils appellent désormais une « recherche familiale ». Le principe est simple : comparer l'ADN trouvé avec la base de données en cherchant non plus une correspondance exacte mais comprise entre 60 et 90 %. Lors de cette première expérimentation fructueuse, l'identification d'un cousin – déjà fiché – a permis la convocation de tous les hommes de sa famille et, finalement, l'arrestation du coupable... ».

Ce qui est venu avec les OGM

Pris de court par les premières attaques contre le génie génétique et la campagne de destruction clandestine qui a suivi, l'État a fait le dos rond en attendant l'apparition d'un interlocuteur motivé pour prétendre encore *réformable* et donc défendable les insolubles contradictions de ce monde industriel et marchand. Comme nous l'avons écrit en 1999 : *« La gestion politique actuelle se trouve en effet confrontée à l'obligation d'avoir à assumer un déchirement insurmontable : tout en désirant éloigner le plus possible les individus de la direction de leurs affaires, elle se plaint en même temps de l'apathie généralisée et de la banalisation des comportements incivils que cette situation génère inéluctablement. La fonction spectaculaire du citoyen consiste précisément à promettre la résolution de cette contradiction.*[24] »

Le point de focalisation constitué autour des OGM a permis de créer la diversion « anti » puis « altermondialiste », ouvrant la voie au monde des biotechnologies.

Aujourd'hui, le troupeau citoyenniste s'agite pour la défense d'un prétendu intérêt universel que l'État se devrait d'incarner : il exige du pouvoir plus de précaution et de traçabilité dans la gestion des risques, bref, plus de contrôle. Tout ce que l'altermondialisme *« recèle d'agitation cyclique (décroissance soutenable, salaire social garanti,* tutte bianche*, écolo-bio, contre-expertise, démocratie créative, néo-paganisme festif, etc.) est le signe paroxystique de toute cette autodiscipline sociale, mobilisée non pour trancher sur les causes de l'aliénation, mais simplement pour en légiférer quelque aménagement provisoire.*[25] »

24. *Des OGM et du citoyen*, édité par nos soins, 1999.

25. *L'Homme au foyer* n°7, (*L'Autogestion de la mort*), 13, rue du Duc, B-1150 Bruxelles.

Le citoyenniste est prêt à discuter de tout avec les autorités, devenues son seul horizon et son seul « moyen ». Réduit à l'impuissance et dépossédé de tout moyen d'intervention sur les conditions qui lui sont faites, il est même prêt à participer à la cogestion de sa mise à mort. Ainsi en Biélorussie, particulièrement affectée par les retombées du nuage de Tchernobyl, le pouvoir local, épaulé par l'industrie nucléaire française, a poussé la logique à son comble : *« Nous devons apprendre aux gens à vivre avec la radiation, surtout aux enfants et aux jeunes. La nécessité d'impliquer les gens eux-mêmes dans le travail pour la réhabilitation des territoires sinistrés est incontestable. La population ne doit pas rester passive envers son avenir. Et notre objectif commun est de tout faire pour créer des conditions pour activer les gens, créer des possibilités d'autogestion des risques radiologiques.*[26] »

26. Tsalko Vladimir, président du Comité Tchernobyl de Belarus, organisme de l'État de Bélarus. Équipe Ethos. Cf. *Du mensonge radioactif et de ses préposés*, ACNM, avant-propos de « Quelques ennemis du meilleur des mondes » pour l'édition 2004.

À Tchernobyl comme ailleurs, les derniers développements de cette société s'annoncent comme une écrasante accumulation de maladies : « *… ce sont 80 à 90 % des cancers qui sont causés par la dégradation de notre environnement (…) »* déclare le professeur Dominique Belpomme, chargé de mission pour la mise en œuvre du plan Cancer du gouvernement français : « *Les maladies d'aujourd'hui ne sont plus les maladies naturelles d'hier. Elles sont toutes, ou presque, artificielles. C'est nous, c'est-à-dire notre société, notre civilisation, qui les induisons. Et c'est sans doute là le drame, car rien n'indique que notre médecine contemporaine ou celle de demain, malgré les progrès de la science, pourra les vaincre, comme elle l'a fait au siècle dernier pour les maladies infectieuses. L'évolution de notre médecine est à un stade critique, et cela d'autant plus*

que la pollution chimique s'intègre à un phénomène plus grave : le réchauffement climatique de la planète par effet de serre.[27] »

La fin du moratoire sur la culture des OGM est intervenue au moment où les conséquences biocidaires de l'activité économique sont reconnues par les pouvoirs mêmes, mais ce constat n'entraîne rien d'autre que des pétitions de principe et autres incantations.

Désormais *la guerre permanente* s'annonce comme l'horizon nécessaire de la domination. Car, notait Orwell, dans *1984*, la guerre *« aide à préserver l'atmosphère mentale spéciale dont a besoin une société hiérarchisée (...) La guerre est une affaire purement intérieure ».*

Mais, face à cet emballement destructeur, le besoin de protection généré par la dépossession rejoint les nécessités pour les pouvoirs de développer les techniques anciennes et nouvelles de contrôle social : instabilité économique entretenue, arbitraire despotique des États qui ne respectent plus leurs propres règles, mensonge cynique, création cyclique d'épouvantails et de peurs mobilisatrices (Le Pen, l'« islamisme radical », « le voile », « l'insécurité », etc.), armes de distractions massives, utilisation de techniques d'intégration des oppositions à la fuite en avant industrielle, techniques d'identification biométrique enrichissant la surveillance généralisée, etc.

Nous en sommes là.

Paris, août 2004.

27. Dominique Belpomme, *Ces maladies créées par l'homme*, p. 10, Albin Michel, 2004. Fort de ce constat, dont la seule nouveauté tient au fait qu'elle provient d'un homme proche du pouvoir (c'est un ami de Chirac), Dominique Belpomme a été à l'origine en mai 2004 d'une « Déclaration sur les dangers sanitaires de la pollution chimique », dite « *Appel de Paris* ». Signée par « des scientifiques, des médecins, des juristes, des humanistes et des citoyens », cette déclaration en appelle sans imagination aux *« décideurs politiques nationaux »*, aux *« instances européennes »*, *« à l'ONU »*, pour obtenir rien moins que « *la suppression ou la réduction strictement réglementée de l'émission de substances polluantes toxiques et de l'utilisation de produits chimiques mis sur le marché...* » On notera que, dans cet Appel, il n'est nulle part fait mention de la radioactivité parmi les « *substances polluantes toxiques* », comme si « *le caractère mutagène, cancérogène, reprotoxique* » de la radioactivité n'avait pas été depuis longtemps constaté et prouvé. Mais Belpomme est aussi l'ami du nucléariste Maurice Tubiana, président honoraire de l'Académie de médecine et membre de l'Académie des sciences. Quand les chercheurs se font écologistes, comme Belpomme, ils occultent les effets sanitaires de la radioactivité, non par étourderie mais bien *pour justifier les choix énergétiques de l'État.*

Tract affiché et diffusé lors de l'incarcération de René Riesel en décembre 2003.

Feu vert pour les OGM
Prison pour René Riesel

À LA SATISFACTION GÉNÉRALE de la classe politique, la loi européenne, applaudie par les Verts, qui réglemente l'*éthiquetage* et les modalités de mise sur le marché des OGM va être appliquée. On peut considérer qu'une page est tournée : cette loi consacre l'échec de l'opposition aux OGM en France et en Europe. Transgénique pour tous !

DANS LA LUTTE CONTRE LE GÉNIE GÉNÉTIQUE menée en France depuis le sabotage de Nérac en 1998, certains ont su faire le lien en paroles et en actes entre la critique des OGM et celle de l'organisation sociale qui les a produit, pour remettre en question les fausses évidences d'un « destin technologique » inéluctable, du contrôle et d'une artificialisation de la vie biologique.

ON VA EN PRISON pour cela.

D'AUTRES, LES CITOYENNISTES, ont noyé la critique des OGM et ce qu'elle implique dans un consumérisme poujadiste anti-« malbouffe ». Martelant que « le monde n'est pas une marchandise », ces confusionnistes évitent soigneusement de critiquer la marchandise dominante, source de toutes les autres : le travail. Ainsi, ils refusent de critiquer la fonction même du chercheur, préférant défendre la « bonne » recherche d'État contre la « mauvaise » recherche privée. Comme si, au moins depuis Hiroshima, sans parler des conséquences durables de Tchernobyl, la recherche n'avait pas contribué à créer un monde scientifiquement dévasté. Aveuglés par leur succès médiatique, les citoyens-spectateurs regardent maintenant apparaître le monde du tout-transgénique qui, depuis le début, se profilait derrière les OGM. Pathétiques, ces croisés de la servitude active assistée par ordinateur en appellent encore une fois à l'État pour discuter de la couleur du collier et de la longueur de la chaîne.

CONDAMNÉ À 6 MOIS DE PRISON FERME pour avoir détruit des chimères transgéniques (dans une usine de Novartis, à Nérac, et dans une serre du CIRAD – Centre international de recherche agronomique pour le développement, à Montpellier), René Riesel a été incarcéré à la prison de Mende le 1er décembre 2003. Il a refusé de quémander une quelconque grâce présidentielle et tout aménagement de peine*.

Il est en prison mais il s'obstine (chanson populaire).

Quelques ennemis du meilleur des mondes

c/o ACNM BP 178 — 75967 Paris CEDEX 20

* René Riesel s'explique dans son livre, *Du progrès dans la domestication*, Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, septembre 2003.

À la gendarmerie de Millau

Rendez-vous était donné à 10h30 devant la gendarmerie de Millau ce vendredi 27 août 2004, pour accompagner 4 personnes convoquées.

(...)

Jean-Baptiste et José
La stratégie est de dire : nous sommes tous solidaires, nous n'acceptons pas que des têtes de turcs payent pour les autres, nous exigeons que tous les participants soient condamnés.

On organise donc des «pouvoirs» : on remplit un papier déclarant avoir participé au fauchage de Menville et demandant â être convoqué pour ces faits.

On insiste pour que seules les personnes ayant réellement participé remplissent ce papier.

350 papiers sont ainsi récoltés.

On exige d'accompagner les 4 convoqués. Très légère résistance policière, le portail de la gendarmerie cède.

Notre requête est transmise à la brigade de recherche, qui accepte d'inclure les «pouvoirs» dans le dossier.

C'est une grande victoire pour nous, car cela permet de briser la logique de criminalisation de quelques-uns. C'est aussi une reconnaissance de la désobéissance civile.

Cette acceptation avait été décidée à l'avance, puisque les gendarmes nous remettent un papier à signer, avec le texte suivant :

> Monsieur, madame
>
> Vous tenez à être auditionné(e) par les gendarmes de la brigade recherches de TOULOUSE-Mirail, sis 02, avenue du Général-De-Croutte à TOULOUSE, afin d'expliquer les raisons de votre présence sur les lieux de la destruction d'une parcelle de maïs transgénique à MENVILLE (31), le 25 juillet 2004.
>
> Nous vous invitons à renseigner le présent document qui sera remis à la gendarmerie de TOULOUSE-Mirail ou à la gendarmerie du lieu de votre domicile. À charge pour cette dernière de le transmettre à TOULOUSE.
>
> Nous vous précisons toutefois, que seules les personnes qui ont été formellement identifiées (sur clichés photographiques ou films) seront auditionnées par les enquêteurs. Vous pouvez bien évidemment joindre une photographie d'identité à la présente fiche de renseignements pour faciliter le travail des enquêteurs et leurs permettre de vous auditionner le plus rapidement possible.

Cette lettre contient un piège : nous rayons la phrase :

> Nous vous précisons toutefois, que seules les personnes qui ont été formellement identifiées (sur clichés photographiques ou films) seront auditionnées par les enquêteurs.

En effet cela leur aurait donné une brèche leur permettant de n'en criminaliser que quelques-uns.

147 de ces documents sont signés et joints au dossier.

(...)

Sur le site internet du collectif *Construire un monde solidaire.*

Il s'agit ici de rendre compte de ce que nous avons trouvé sur notre chemin en cherchant à combattre les OGM et, au-delà, le monde qui les a produits : une fois de plus, nous avons été confrontés à la misère de l'époque, camouflée en *mouvement social* et *citoyen* regroupant, entre autres, les traditionnels conseillers du prince, médiateurs improvisés et autres médiatiques. On a ainsi vu défiler en France, autour de la question de l'agriculture transgénique, d'abord un petit syndicat agricole minoritaire désireux de participer à la cogestion du désastre agricole européen ; puis des associations de consommateurs indignées, des multinationales de l'écologie et, plus tardivement, une poignée d'hommes d'État. Ce petit monde armé essentiellement de caméras a prétendu s'opposer aux OGM en négociant des conditions acceptables à leur mise en place. Il a, en fait, travaillé à désarmer les raisons d'une colère et les moyens d'une contestation.

Paris, 2004.

Quelques ennemis du meilleur des mondes
c/o ACNM (Association contre le nucléaire et son monde)
B.P. 178, 75967 Paris cedex 20, C.C.P. 34683E Paris